

IL ASSURERA LA DIRECTION DU PARTI JUSQU’AU CONGRÈS

Yahia Guidoum garde les rênes du RND

La coordination nationale du Mouvement de sauvegarde du RND rejette les décisions annoncées par Ahmed Ouyahia dans sa lettre de démission. Yahia Guidoum, leader de la contestation, annonce qu’il assurera la direction du parti jusqu’à la tenue du congrès extraordinaire. La date du conseil national sera connue dans les prochains jours.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le Mouvement de sauvegarde du Rassemblement national démocratique déclare être seul maître du parti.

Dans un communiqué de presse rendu public hier — soit 48 heures après l’annonce de la démission d’Ahmed Ouyahia — le coordinateur du Mouvement de sauvegarde du RND, Yahia Guidoum, a présenté l’agenda des prochaines actions à

entreprendre. «Le Mouvement a tracé la feuille de route pour redresser la situation au sein du parti. Nous faisons en sorte d’unifier les rangs des membres du conseil national et d’arrêter la date de la tenue de la prochaine session du conseil national sans prendre en compte la date annoncée par le secrétaire général démissionnaire. Aussi, l’instance nationale du parti qui sera issue de

cette prochaine session, qui sera présidée par le professeur Yahia Guidoum, prendra les dispositions nécessaires pour assurer la gestion du RND durant cette phase (transitoire) jusqu’à la tenue du congrès extraordinaire», lit-on dans ce communiqué signé par Yahia Guidoum.

Le message est clair : les redresseurs gardent le contrôle de la situation et toutes les décisions prises par l’ex-secrétaire général sont caduques. D’ailleurs, Guidoum débute son communiqué en prenant acte de la démission d’Ouyahia mais considère qu’elle est «exécutoire et immédiate à partir de sa date d’annonce, le 3 janvier 2013».

Le texte comporte également une «mise au point» qui vient contredire les arguments avancés par l’ex-secrétaire général sur la nature même de la crise qui secoue le RND depuis plusieurs mois.

«Il est important de rappeler que le lancement de notre mouvement venait en réponse aux dépassements et violations provoquées par la gestion en solitaire des affaires du parti, de la corruption multiforme qui s’est propagée dans les rangs du RND.»

Sur le terrain, les redresseurs tentent de gérer la situation. «La priorité reste l’unification des rangs au sein du parti et parmi les membres du conseil national. Des cadres sont pris

de panique, notamment certains coordinateurs de wilaya, mais nous faisons en sorte de les rassurer. Nous ne sommes pas dans une logique d’exclusion», explique un membre de la Coordination de sauvegarde du RND.

Selon lui, des discussions sont engagées pour arrêter la date de la tenue du conseil national. «Une première série de réunions a débuté ce week-end pour décider des modalités de préparation de cette session.

La date et le lieu de sa tenue devraient être rendus publics sous peu», note notre source.

T. H.

FAWZI REBAÏNE (AHD54) :

«Des ministres harkis sont au gouvernement»

Un ton qui rompt avec les diatribes qui marquent quelques vies partisanses, celles du RND et du FLN, notamment. Le président de AHD 54, Fawzi Rebaïne, qui, hier samedi, a fait la rétrospective de l’année 2012 dans un rapide survol des faits marquants, a dénoncé la présence de ministres harkis dans le gouvernement.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - L’audace de Fawzi Rebaïne s’arrête là. Il ne livre aucun nom. «Les journalistes n’auront pas le courage de les publier», justifie-t-il. Peu convaincant. Le président d’AHD 54, qui a donné rendez-vous à la presse au siège du parti, était allé à cette déclaration comme ça, dans un élan discursif toutes brides lâchées, inci-

demment, si l’on peut dire. Au fait, Fawzi Rebaïne développait l’idée qu’il faille étendre la disposition de l’article 73 de la Constitution, qui interdit à ceux qui avaient un comportement contraire à la Révolution algérienne de briguer la magistrature suprême, à l’ensemble des institutions de l’Etat. Et, évoquant la Constitution, dont la révision est attendue pour cette

année, le président de AHD 54 a dénoncé le fait qu’elle se prépare dans le secret le plus total. «On ne sait toujours pas de quelle manière cela interviendra, par voie référendaire ou par le vote des deux chambres du Parlement réunies ?» Ceci n’empêche pas Rebaïne de formuler deux propositions : limitation à deux des mandats présidentiels et l’institution d’un régime semi-présidentiel. Il a dénoncé le tiers présidentiel au Sénat. Selon lui, ce tiers ne sert à rien d’autre qu’à maintenir le système. S’affichant opposant au système, Rebaïne a estimé

que les réformes, toutes les réformes sont un ratage. «On évolue dans une bulle fermée. On vit les mêmes problèmes : chômage, logement, éducation, santé...» Rebaïne pousse sa critique à l’encontre du pouvoir en place jusqu’à dire que l’ANP aurait dû intervenir en Libye, au lieu de laisser faire les forces de l’Otan. Idem pour ce qui est de la crise malienne. «Au lieu de voler au secours des peuples, le système algérien aide les dictatures.» Démission d’Ouyahia ? «Ce qui se passe au RND ne m’intéresse pas.»

S. A. I.

TAJ

24 commissions pour accompagner les réformes

Pour composer son bureau politique, Amar Ghoul, président du Tajamou Amel El Jazaïr (TAJ), a choisi parmi ses compagnons du MSP notamment, même si cet exécutif compte des «transfuges» de bien d’autres formations politiques ou des recrues qui ne sont pas du tout étiquetées.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le parti du ministre des Travaux publics se structure. Les travaux de la première session ordinaire de son conseil national qui se sont déroulés hier et avant-hier à Zéralda, à l’ouest d’Alger, ont débouché sur la création de 24 commissions spécialisées et la désignation de 31 membres au bureau politique. Dans son allocution de clôture de cette session, Amar Ghoul s’est félicité de «la diversité au sein de sa formation, de la qualité des débats autour des questions qui étaient à l’ordre du jour et de l’optimisme que nourrissent les organiques quant à l’avenir du parti». Il a énuméré les critères qui ont prévalu dans la désignation des membres de son bureau poli-

tique : «L’atmosphère amicale dans laquelle s’est déroulée la session a jeté les jalons pour amorcer un grand parti qui va composer avec tous ceux qui aiment cette patrie. Je remercie les membres du conseil pour le plébiscite des membres du bureau politique, désignés sur la base de la compétence, de l’équilibre géographique et de la représentativité des franges rassemblées par le parti. Il reflète l’image de ce à quoi nous aspirons pour construire notre rêve», a-t-il déclaré. Voici quelques noms du bureau : «Zahia Benarous (libertés et droits de l’homme), Soumya Fergani (communauté algérienne à l’étranger), Mourad Arroudj, (réformes et promotion du parti), Abdelouahab Abdelhalim (université et enseignement supérieur), Mohamed Djemaa (relations avec les partis), Karima Admane (réseaux sociaux), Ahmed Latifi (administration et finances), Fatima Laadoul (affaires juridiques), Kamel Benkhiri (relations avec le Conseil de la nation), Allal Allan (les élus locaux), Ayache Khanchali (relations avec l’APN), Nabil Yahyaoui (communication et relations publiques)(...)». Bref, Amar Ghoul qui a situé les priorités de son parti pour cette année 2013, à savoir «l’ac-

compagnement des réformes futures que dirigera le président (sociales, économiques, politiques et de la Constitution) de manière à ce que le parti s’impose comme force de propositions», a annoncé l’installation de 24 commissions spécialisées. Il s’agit des commissions «politique, économie, Constitution, loi sur l’information, santé, environnement, culture, développement local, agriculture et pêche, système éducatif, affaires juridiques, solidarité, sport, famille et femme, droits de l’homme, habitat (...)». Ces commissions qui devront formuler les propositions du parti dans les domaines indiqués. Il convient enfin de signaler que le Conseil a formulé des recommandations en guise de déclaration finale de la session, lue séance tenante par Zahia Benarous, où il a été clairement exprimé le satisfecit du parti de l’œuvre du président Bouteflika : «Nous affichons notre soulagement quant aux résultats de la réconciliation nationale ayant permis au pays de recouvrer sa paix et sa stabilité et aussi à la poursuite des réformes politiques engagées pour garantir les libertés des citoyens et promouvoir la démocratie(...)»

L. H.

FIN DE LA TRÊVE DANS LE SECTEUR DE L’ÉDUCATION

Le Cnapest appelle à une grève le 16 janvier

Retour à la contestation dans le secteur de l’éducation. Le Cnapest appelle les enseignants du secondaire à observer une journée de grève le 16 janvier prochain. Une décision prise la veille de la reprise des cours et justifiée par l’attitude «décevante» de la tutelle.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La trêve aura été de courte durée dans le secteur de l’éducation. Le Cnapest ouvre les hostilités en appelant à une grève d’une journée. Son conseil national se dit déçu de l’attitude de la tutelle qui n’a toujours pas répondu aux revendications du syndicat qui reste en attente d’engagements écrits. A la veille de la reprise des cours après les vacances d’hiver, le Cnapest annonce sa décision de paralyser les établissements du secondaire pour protester contre l’attitude des représentants du

ministère de l’Education qui, affirme le syndicat, s’engage sans tenir ses engagements. Une attitude jugée «décevante» par le Cnapest qui dit ne pas comprendre dans quelle logique s’engage la tutelle en préférant les actions solitaires à la concertation avec les syndicats. A l’origine de la colère du Cnapest, une liste de revendications toujours en suspens. A leur tête, les primes des travailleurs du Sud, le dossier de la médecine du travail et des postes aménagés, les logements de fonction notamment dans le sud du pays, la promotion des enseignants du secondaire technique et chefs d’ateliers au rang d’enseignant du palier du secondaire à travers l’établissement de concours, le règlement financier de la situation des enseignants principaux et enfin le règlement de tous les problèmes nés de l’application du statut 240/12 en matière d’intégration. Autant de revendications auxquelles s’ajoute l’exigence d’accélérer le processus devant mener à l’éta-

blissement de l’inventaire des biens gérés par la commission des œuvres sociales du secteur. Appelant ses adhérents à observer cette grève d’une journée, le Cnapest demande également aux enseignants du secondaire de tenir une assemblée générale dans les établissements afin d’affiner la plateforme de revendications. L’annonce de ce mouvement de contestation intervient au lendemain d’une réunion d’évaluation ayant regroupé, entre autres, les syndicats du secteur et le ministre. Ce dernier affirmait que son département aspirait à établir un partenariat «réel» et «durable» avec les syndicats fondé sur «la transparence» et à établir un véritable partenariat avec les syndicats et éviter le dialogue conjoncturel qui intervient sous la pression. Baba Ahmed affirmait que les syndicats constituaient une force de réflexion et de proposition. Des propos qui n’auront finalement pas eu l’effet escompté.

N. I.

RENCONTRE D’ANCIENS

CADRES ET MILITANTS

DU FFS

Djamal Zenati accuse :

«c’est le cabinet noir

qui a fait partir Aït Ahmed»

Plus de trois cents personnes dont des militants de base, d’anciens cadres du parti à l’instar de M. Bouhadeff, Ali Kerboua, Djoudi Mammeri, Cherif Melbouci, Djamal Zenati, S. Bouakouir et même des P/APC nouvellement élus sur des listes indépendantes ont pris part à la rencontre des opposants à la ligne politique actuelle du FFS, organisée dans la journée d’hier, à Tizi-Ouzou. Les participants étaient nombreux à prendre la parole. Tous font le constat sur l’abandon par le FFS de sa mission originelle et historique et consistant à être la locomotive du changement et de la construction démocratique en Algérie. Situation qu’ils imputent à la direction actuelle du parti dont ils dénoncent les dérives clientélistes et l’inféodation du FFS au pouvoir. Pour beaucoup d’anciens militants et cadres du parti qui en ont, visiblement, gros sur le cœur, l’appareil du parti, à sa tête Ali Laskri et ses amis, est devenu l’instrument du «cabinet noir», une structure informelle dont les membres, expliquent-on, se prévalent de la proximité familiale avec Aït Ahmed, ont la haute main sur le FFS. S’exprimant devant les participants, D. Zenati, ex-député FFS et ex-conseiller politique d’Aït Ahmed fera des révélations troublantes sur «le fameux cabinet noir» qui constitue, selon lui, un véritable lobby dont les membres qui ont des entreprises ont squatté le FFS pour l’utiliser à des fins de négociations de contrats et pour défendre leurs intérêts auprès du pouvoir. Pour l’ex-député de Béjaïa, la création du cabinet noir après les élections présidentielles de 1999 pour punir le FFS pour ses positions tranchées en faveur de la construction d’une véritable alternative démocratique, en agrégeant autour de lui de nombreuses forces et personnalités politiques acquises à cet idéal. Avec la création de ce cabinet, c’est le processus de normalisation du FFS qui a été enclenché, selon D. Zenati qui, accusateur, dira : «ce sont ces gens-là (les membres du cabinet noir, NDLR) qui ont fait partir Aït Ahmed de la présidence du FFS car il est le dernier obstacle à la normalisation du FFS». Un processus «irréversible» s’alarme celui qui dit avoir été le collaborateur direct du fondateur du FFS durant dix-ans et pour qui la dynamique enclenchée depuis le printemps dernier, à travers le rassemblement de militants comme celui d’aujourd’hui qu’il définit en ces termes : «notre mouvement est politique mais pas un parti politique. C’est un mouvement d’opinion qui s’est cristallisé suite à l’abandon par le FFS de sa ligne politique.» L’ex-député et ancien animateur du MCB a appelé au rassemblement de tous les militants pour empêcher «la normalisation du FFS et la perversion de sa ligne politique. Il faut agir pour ramener le FFS à sa ligne stratégique», dira Zenati, convaincu que le FFS doit être «réconcilié avec sa mission historique» et qu’il a un rôle à jouer pour imposer une alternative démocratique et le changement du système politique en Algérie. Pour cela, une exigence s’impose : «l’appareil du FFS doit être dessaisi du contrôle du parti», selon Zenati qui fera beaucoup de propositions saluées par une forte ovation de l’assistance qui a eu à écouter beaucoup de propositions relatives, notamment, à la structuration du mouvement et à la nécessité de son encadrement pour lui permettre de réussir ses objectifs.

S. Aït Mébarek